

# Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-ivoiriennes et franco-africaines et sur la situation au Mali, à Paris le 26 juillet 2012.

LE PRESIDENT - Avec le Président OUATTARA, nous avons eu un échange tout à fait fructueux sur les relations entre les deux pays, et également sur la responsabilité qui est la sienne à la présidence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport à la situation du Sahel qui nous préoccupe beaucoup. Il y a eu des décisions importantes qui ont été prises à l'occasion de la visite du Président OUATTARA notamment pour l'annulation de la dette et également sur les questions de sécurité pour lesquelles nous sommes tout à fait mobilisés.

Question d'un journaliste : Quelles relations vous souhaitez avoir avec l'Afrique ?

LE PRESIDENT - Nous voulons avoir avec l'Afrique un partenariat renouvelé. Et s'il y a des coopérations qui tiennent à notre histoire, à notre langue, nous voulons que la France et l'Afrique aient un partenariat fondé sur la transparence et dans le respect des principes qui sont ceux que nous fixons dans les relations avec tous les pays du monde c'est-à-dire la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, le respect des droits de l'Homme. Nous oublions souvent que l'Afrique est un continent qui connaît une croissance économique quand d'autres éprouvent davantage de difficultés donc ça rend encore plus nécessaire notre partenariat et le renforcement de nos coopérations.

Par ailleurs avec le Président OUATTARA j'avais eu l'occasion d'échanger un certain nombre de réflexions au moment où il était venu en France, j'étais à l'époque candidat et je lui avais confirmé que, quel que soit le vote des Français, nous aurions à cœur de poursuivre les relations entre la France et la Côte d'Ivoire.

Question d'un journaliste - Sur l'intervention militaire au Mali. Quelle est la position de la France ?

LE PRESIDENT - D'abord le Mali doit retrouver une gouvernance unitaire, c'est-à-dire une participation de toutes les sensibilités politiques au sein du gouvernement. Je sais que le Président TRAORÉ va retourner prochainement dans son pays, il était ici en France, et vous en connaissez les raisons. Et il va faire ce travail indispensable de rassemblement, de réconciliation, et ensuite c'est ce gouvernement malien d'union nationale qui appellera la solidarité, d'abord des Africains pour qu'ils décident d'une éventuelle intervention et je l'ai confirmé, la France, dans le cadre des Nations Unies, d'une résolution du Conseil de sécurité, soutiendra ce que les Africains auront eux-mêmes décidés.

M. OUATTARA : Monsieur le Président, je voudrais quand même devant la presse vous remercier parce que nous avons signé avec le Ministre des finances avant-hier une annulation de la dette française, de la dette de la Côte d'Ivoire à l'égard de la France de 99,5 % c'est-à-dire plus de 3 milliards d'euros. Cela va nous permettre de renforcer l'aide aux investissements dans les secteurs sociaux et je voudrais vous dire un grand merci à vous-même et à votre gouvernement.

LE PRESIDENT - Je vous remercie. C'était un acte que nous voulions faire non pas dans un esprit simplement de générosité. Nous ne voulons pas de ce type de relations mais un acte de solidarité pour le développement et l'avenir de la Côte d'Ivoire.

A bientôt. Merci.